

Metz, le 21/11/2023

COMPTE RENDU DE LA REUNION DU CSE d'ETABLISSEMENT

Du 21 novembre 2023

La délégation Force Ouvrière était composée de : Jean-Pierre MENGEL, Pascale CODIROSSO, Guy Di-Marco et Claire JEANNIN.

Représentant Syndical : Abdelhakim ABOULOUKOUL

Séance présidée par Steve JECKO DR assisté de Laura FEOLI. En présence d'Audrey KOHLER (DRH), Julien MILLOTTE (Responsable Exécutive Services), Philippe BLONDELET (Responsable exécutif services à la Direction régionale Grand-Est) et Patrick BERNEDE (Directeur du centre de Strasbourg).

Ordre du jour

1. Informations du Président.	2
2. Approbation PV du CSE du 17 octobre 2023.	2
3. L'emploi :	2
3.1 Mouvements du personnel CDI, CDD (Tableau de sortie CDI avec les motifs)	2
3.2 Recrutements en cours.	2
4. Information / Consultation du CSE sur le registre du personnel.	3
5. Liste, missions et coût des intervenants extérieurs.	3
6. Y-a-t-il des formateurs CDD en classe 10 (formateur expert) ? Quelles sont les possibilités pour un.e formateur.trice CDD de passer formateur expert ? L'obtention d'un diplôme universitaire ou de l'éducation nationale ou d'un titre professionnel dans le domaine de la pédagogie permet-il ce passage direct à l'emploi de formateur expert ?	4
7. Production à fin octobre 2023 HTS.	5
8. Gestion du parc automobile pour les déplacements des salariés :	5
9. Information du CSEE GE, après recueil de l'avis du CSEC :	6
10. Bilan social rendu d'avis.	7
11. Retour du DC de Strasbourg suite à la visite du 30 novembre 2021 et point sur le désenfumage du site de Reims (visite novembre 2022).	7
12. PV CSSCT du 19 octobre 2023 et Bilan de fin mandat CSSCT.	8
13. Présentation de la maquette du rapport annuel des actions réalisées dans le cadre des papripact 2023 (St-Avold ou Yutz).	9
14. Compte rendu ASC du 21 septembre et bilan fin de mandat ASC.	11

15. Présentation du rapport financier de fin de mandat par le Trésorier.....	11
16. Présentation bilan de fin mandat du CSE par le secrétaire.	11
17. Désignation des personnes en charge de la transition avec la future instance.....	11
18. Budget QT / RPS, niveau et nature des dépenses par centre à fin 2023.....	11
19. Suivi des engagements de la direction.	11
20. Divers.	12

1. Informations du Président.

Le 20 octobre, avec le DG adjoint nous avons vu pour une révision des prix de vente de nos formations. Nous avons saisi le président de région et nous avons obtenu un accord pour travailler de manière conjointe sur la méthode de calcul de la révision des prix. Toutes les actions du marché qui ont été notifiées début 2022 et un AO seront analysées et le cas échéant revalorisées. La région ne prendra pas rétroactivement les actions terminées avant juillet 2023. Mais les actions démarrées avant bénéficieront d'une revalorisation. Nous leur proposons de travailler sur une action type et ensuite de dupliquer la méthode de calcul sur les autres actions. Nous serions le seul opérateur de formation à demander cette revalorisation. Sur les actions 2023 nous avons pris en compte l'inflation des prix dans nos propositions.

Il y aura 2 consultations début 2024. A la lueur du 2nd plan d'investissement avec la baisse de 40%, AO complémentaire et sur le nouveau PRIC.

Je souhaite que le PRF soit une variable d'ajustement pour ne plus être dépendant d'une commande publique.

On avance avec les préparatoires sectorielles, il y a eu une écoute. On nous demande de faire des expérimentations dans un certain nombre de centres.

Rencontre avec la maison de région de Nancy, rencontre avec la ComCom pour la rénovation des espaces à Pompey, nous ne sommes pas propriétaire du centre mais nous souhaitons bénéficier d'un go. Réunion avec la délégation France hydrogène Grand Est avec les stagiaires (10) qui ont démarré en octobre à Metz. Le plus important est la reconnaissance de ce partenariat par les entreprises. Rencontre AFPA/CNAM et éducation nationale autour d'un espace d'échange interinstitutionnelle.

Le 16 novembre à eu lieu la remise des prix sur le programme des femmes bricoleuses.

Nous avons démarré une action expérimentale prépa-compétence des seniors des plus de 55 ans à Golbey.

2. Approbation PV du CSE du 17 octobre 2023.



Le PV est approuvé

3. L'emploi :

3.1 Mouvements du personnel CDI, CDD (Tableau de sortie CDI avec les motifs)

CDD :	CDI :
Entrée :21	Entrée :6
Sortie : 28	Sortie :8

3.2 Recrutements en cours.


24 postes déprécarisés

Pour Force Ouvrière

Quand est prévu la déprécarisation des salariés en CDD sur **les dispositifs d'accompagnements Promo 16-18/, Prépa-compétence et déclîc** ? Nous rappelons nos différentes demandes afin que les équipes soient stabilisées.
DR : Nous sommes en pourparlers avec nos tutelles, nous attendons les instructions. Nous irons vers la déprécarisation mais évidemment nous ne pourrons pas céder l'ensemble des salariés.

4. Information / Consultation du CSE sur le registre du personnel.

L'objectif est d'harmoniser les registres du personnel complétés par les AD. Il sera à disposition sur demande. Cette procédure répondra également à l'obligation d'un registre du personnel indélébile.



Manipuler et actualiser l'outil

Chacun des Centres aura le même registre du personnel

REGISTRE UNIQUE DU PERSONNEL																		
Centre AFPA: Direction régionale																		
pour les salariés étrangers																		
Ordre	NOM	Prénom	sexe H/F	date de naissance	nationalité	Emploi	Qualification	Type d'autorisation de travail d'un salarié étranger	Numéro d'ordre valant autorisation de travail	Date d'autorisation d'embauche	Date d'entrée	Date de sortie	Date d'autorisation de licenciement IF	Nature du contrat	Motif du contrat	Noms et Adresses des Entreprises de Travail Temporaire	Horaire	
1							Cadre										Contrat à durée indéterminée	Temps Complet
2																		
3																		
4																		
5																		
6																		
7																		
8																		
9																		
10																		
11																		
12																		
13																		
14																		
15																		
16																		
17																		

Pour Force Ouvrière

F.O. : Les personnels de la DR par exemple seront affectés à Metz alors que le travail se fera sur un autre centre. Quid si l'inspection du travail demande à rencontrer un salarié dont l'emploi est localisé sur un centre ?
DRH : La localisation de l'emploi ne sera pas forcément celle du lieu de travail.
 Les renseignements sur le salarié seront sur l'affectation du poste. La liste sera disponible sur la BDESE chaque année.

5. Liste, missions et coût des intervenants extérieurs.

Il existe 4 typologies de missions et interventions :

- Conseil
- Sous-traitance de formateur
- Nettoyage/Gardiennage/Restauration
- Jury

En tout, il existe 300 fournisseurs, nous allons vous établir une liste avec les montants. Elle sera préparée par Karine Steinmetz.

6. Y-a-t-il des formateurs CDD en classe 10 (formateur expert) ? Quelles sont les possibilités pour un.e formateur.trice CDD de passer formateur expert ? L'obtention d'un diplôme universitaire ou de l'éducation nationale ou d'un titre professionnel dans le domaine de la pédagogie permet-il ce passage direct à l'emploi de formateur expert ?

Pour Force Ouvrière

DRH : Les formateur CDD ne sont pas exclus de la promotion vers la classe 10 expert. Cependant, nous pouvons embaucher sur la rémunération classe 10 sans être formateur expert.

F.O. : Nous demandons que la règle prévue (voir tableau ci-dessous) lors du CSEC de février 2022 par la directrice générale s'applique, c'est à dire qu'un formateur qui a plus de 3 ans d'ancienneté reconstituée passe formateur expert en classe 10.

Promotion des formateurs classe 9 vers classe 10 : calendrier de rattrapage

Ancienneté formateurs cl 9	# formateurs en CDI
Moins de 1 an	65
1 an	143
2 ans	118
3 ans	92
4 ans	62
5 à 10 ans	87
10 à 15 ans	13
15 à 20 ans	2
25 à 30 ans	1
20 à 25 ans	2
Total général	585

326

154

105

Calendrier de mise en œuvre

- Campagne d'entretien 2022 : « rattrapage » des formateurs ayant 5 ans d'ancienneté et plus : 105 salariés en CDI
- Campagne d'entretien 2023 : « rattrapage » des formateurs ayant 3 et 4 ans d'ancienneté = 154 salariés en CDI
- Campagne d'entretien 2024 : process de promotion habituel

Force Ouvrière a fait appliquer cette décision en Grand Est

Durant l'année 2022 et 2023 plusieurs formateurs et formatrices sont passés expert du fait que la délégation Force ouvrière a exigé que cette règle soit reconnue et respectée dans le Grand-Est. Nous avons fait remonter les noms des salariés concernés par le biais des bilatérales avec la Direction des Ressources humaines. Cela a bien été le cas sur les centres de Troyes, Saint Dizier, Reims et bien d'autres.

7. Production à fin octobre 2023 HTS.



Présentation du document

HTS par centre Grand Est	Octobre 2022		Octobre 2023		Ecart 2023/2022	Variation 2023/2022	Variation R23/B23	Cumul à fin Octobre 2022		Cumul à fin Octobre 2023		Ecart 2023/2022	Variation 2023/2022	Variation R23/B23
	Budget HTS	HTS Réalisées	Budget HTS	HTS Réalisées				Budget HTS	HTS Réalisées	Budget HTS	HTS Réalisées			
67010 - Centre de formation de Strasbourg	33 877	33 037	33 334	31 597	-1 440	-4%	-5%	272 838	287 820	301 746	281 913	-5 907	-2%	-7%
68011 - Centre de formation de Colmar	45 651	31 808	47 296	26 551	-5 257	-17%	-44%	356 812	292 281	427 637	264 543	-27 739	-9%	-38%
68012 - Centre de formation de Mulhouse	35 403	28 237	28 948	34 393	6 157	22%	19%	282 614	255 730	261 549	292 901	37 170	15%	12%
08011 - Centre de formation de Charleville Montcy	14 072	17 566	15 498	14 608	-2 958	-17%	-6%	111 710	116 150	139 382	119 915	3 765	3%	-14%
08012 - Centre de formation de Rethel Acy Romance	9 651	11 797	11 833	9 457	-2 340	-20%	-20%	77 403	86 060	94 899	96 980	10 920	13%	2%
51010 - Centre de formation de Reims	25 988	32 086	27 494	30 643	-1 443	-4%	11%	212 990	241 464	243 917	270 410	28 946	12%	11%
52010 - Centre de formation de Saint Dizier	19 259	14 013	14 377	10 543	-3 470	-25%	-27%	150 495	88 830	130 062	110 313	21 483	24%	-15%
10011 - Centre de formation de Troyes Pont Ste Marie	13 619	10 844	20 031	10 317	-527	-5%	-8%	113 065	124 718	200 310	130 261	5 542	4%	-35%
54010 - Centre de formation de Nancy Laxou	27 148	23 289	28 507	17 940	-5 349	-23%	-37%	222 133	227 879	262 549	199 888	-27 991	-12%	-24%
54011 - Centre de formation de Pompey	18 815	11 922	18 859	17 470	5 548	47%	-7%	143 342	148 537	167 917	151 804	3 267	2%	-10%
55010 - Centre de formation de Verdun	12 188	11 890	11 436	13 201	1 311	11%	15%	96 732	85 130	102 741	94 966	9 836	12%	-8%
57010 - Centre de formation de Metz	31 058	27 153	29 775	30 141	2 988	11%	1%	250 300	223 989	270 149	251 434	27 445	12%	-7%
57011 - Centre de formation de Saint Avold	15 081	8 188	13 492	8 323	135	2%	-38%	125 982	92 052	123 648	81 827	-10 225	-11%	-34%
57012 - Centre de formation de Thionville Yutz	16 696	8 878	15 876	12 720	3 842	43%	-20%	138 894	130 383	144 350	146 273	15 890	12%	1%
88010 - Centre de formation d'Epinal Golbey	18 283	14 811	17 040	16 882	2 071	14%	-1%	143 407	114 149	152 270	117 891	3 742	3%	-23%
88011 - Centre de formation de Remiremont	11 820	8 483	10 054	7 196	-1 287	-15%	-28%	92 749	94 119	90 493	62 501	-31 618	-34%	-31%
Total	348 608	294 000	343 852	291 982	-2 018	-1%	-15%	2 791 466	2 609 293	3 113 619	2 673 819	64 526	2%	-14%

CA en €		Cumul à fin Septembre 2022	Cumul à fin Septembre 2023		Ecart R2023 / R2022	Ecart R2023 / B2023	Variation R2023 / R2022	Variation R2023 / B2023
			Réalisé	Budget				
01 - ALSACE	67010 - Centre de formation de Strasbourg	4 871 825	4 840 050	4 812 515	-59 310	-27 535	-1%	-1%
	67012 - Centre de formation de Soultz sous Forêt	0	0	0	0	0		
	68011 - Centre de formation de Colmar	4 419 472	5 470 883	4 182 724	-236 748	-1 288 159	-5%	-24%
	68012 - Centre de formation de Mulhouse	4 786 410	4 859 808	5 423 572	637 162	563 764	13%	12%
07 - CHAMPAGNE-ARDENNE	08011 - Centre de formation de Charleville Montcy	2 811 524	2 997 833	2 817 729	6 205	-180 104	0%	-6%
	08012 - Centre de formation de Rethel Acy Romance	1 308 753	1 579 529	1 525 489	216 736	-54 040	17%	-3%
	51010 - Centre de formation de Reims	3 833 365	3 978 228	3 848 820	15 455	-129 409	0%	-3%
	52010 - Centre de formation de Saint Dizier	1 569 382	2 333 865	2 035 947	466 565	-297 919	30%	-13%
	10011 - Centre de formation de Troyes Pont Ste Marie	2 449 342	3 287 953	2 926 254	476 912	-361 699	19%	-11%
	10012 - Centre de formation de Romilly sur Seine	-5 480	0	-5 872	-392	-5 872	7%	
13 - LORRAINE	57000 - DR GRAND EST	2 962 071	1 530 861	3 260 163	298 092	1 729 302	10%	113%
	54010 - Centre de formation de Nancy Laxou	3 990 338	4 472 819	3 852 573	-137 765	-620 245	-3%	-14%
	54011 - Centre de formation de Pompey	1 711 597	2 003 032	1 517 219	-194 378	-485 814	-11%	-24%
	54012 - Centre de formation de Longwy Mont St Martin	0	0	0	0	0		
	55010 - Centre de formation de Verdun	2 020 668	2 237 965	2 316 230	295 561	78 264	15%	3%
	57010 - Centre de formation de Metz	3 811 607	4 836 010	4 551 485	739 878	-284 525	19%	-6%
	57011 - Centre de formation de Saint Avold	3 092 865	2 827 835	2 834 604	-258 260	6 769	-8%	0%
	57012 - Centre de formation de Thionville Yutz	2 757 659	3 263 539	3 189 747	432 088	-73 792	16%	-2%
	57013 - Centre de formation de Faulquemont	-2 294	0	-2 294	0	-2 294	0%	0%
	88010 - Centre de formation d'Epinal Golbey	2 331 883	2 951 215	2 642 070	310 187	-309 145	13%	-10%
	88011 - Centre de formation de Remiremont	1 560 594	1 375 193	1 185 389	-375 205	-189 804	-24%	-14%
88013 - Centre de formation de Saint Dié	250	0	0	-250	0	-100%		
57513 - Grand Est Transition	73 283	0	108 812	35 529	108 812	48%		
Total CA	50 355 113	54 846 619	53 023 175	2 668 062	-1 823 444	5%	-3%	

8. Gestion du parc automobile pour les déplacements des salariés (qui et comment pour chacun des points suivants) :

- Règles de réservation véhicules thermiques ou électriques
- Gestion des bornes et des véhicules mis en charge dans les centres
- Règles de priorité de mises en charge dans les centres lors de déplacements
- Accès à la réservation du parc automobile sur un centre où résident des services DR

Julien Millotte : Nous échangeons aujourd'hui nos véhicules thermiques par de l'électrique. Pour certain centre c'est en cours. Nous sommes conscients que l'autonomie pose un problème au regard de la taille de la région.

DR : Il faut éviter de faire des trajets longs mais la majorité des trajets sont d'une moyenne de 30 km. Il faut s'approprier les pratiques.

Julien Millotte : Nous allons changer de logiciel pour la gestion des véhicules.

DR : Nous avons actuellement 99 véhicules + 4 non restitués, nous sommes la région la plus dotée et la

réduction sera de 15 véhicules et je me bats pour que ce soit plutôt 10.

Pour Force Ouvrière

A partir de quand la procédure sera établie ? Quid de la gestion des bornes :

- Règles de réservation et de priorité
- Priorité de chargement
- Recalibrer les attributions de bornes aux centres

FO : *Nous attendons des réponses précises et nous nous pensons qu'il faut calibrer les dotations de véhicule en fonction des besoins des centres. Les enjeux sont nombreux vis-à-vis de l'impact carbone. Il doit y avoir un changement de paradigme.*

Ne peut-on pas mettre en place un système de transport entre gares et centres ? Abonnement avec Citiz ?

DR : *Je n'ai pas les réponses à toutes les questions, mais nous avons souhaité, en fonction des retours d'expérience, prendre le temps pour les organisations et les arbitrages. Je vous rejoins sur la pédagogie compte tenu des enjeux. Nous sommes en train de travailler sur l'usage partagé.*

FO : *Nous souhaiterions que ce sujet fasse l'objet d'un échange régulier au sein du CSEE.*

DR : *Je souhaiterais que l'on engage, à l'échelle de chaque centre une réflexion sur ce thème en incluant nos bénéficiaires.*

9. Information du CSEE GE, après recueil de l'avis du CSEC sur :

- **Les orientations stratégiques de l'UES Afpa (nationale).**
- **La situation économique et financière de l'UES Afpa (nationale)**
- **La politique sociale de l'UES Afpa (nationale).**

DRH : Les documents reçus du national sont corrompus, nous vous les enverrons lorsque l'on aura accès à ces documents.

10. Bilan social rendu d'avis.

Lecture du compte rendu de la commission emploi social du bilan social 2022.

Rendu d'avis du bilan social 2022 pour Force Ouvrière

Concernant le bilan social 2022 à l'AFPA Grand-Est, la délégation Force Ouvrière Afpa Grand Est constate une diminution des embauches en CDI en 2022 passant de 64 à 33 salariés et une augmentation du recours aux salariés sous contrat à durée déterminée passant de 262 en 2021 à 370 en 2022. Cette hausse impacte plus particulièrement les formatrices, formateurs et conseillère, conseiller sur les dispositifs d'accompagnement.

L'indicateur 131 bis nous montre que la précarisation est toujours de mise puisque l'on passe de 25 embauches de cdd en cdi à 12 en 2022.

Pour Force Ouvrière, c'est donc un accroissement de la précarisation des salariés.

L'indicateur 142 montre un accroissement presque doublé du nombre de démissions par rapport à 2021.

L'indicateur 144 montre également un doublement du nombre de licenciement pour 2022.

L'indicateur 181A soit le nombre de journées d'absence a explosé.

Pour la délégation Force Ouvrière, une vraie campagne de déprécarisations doit être entreprise afin d'éviter ce turn-over incessant de salariés et notamment sur les dispositifs d'accompagnement.

C'est pourquoi la déprécarisation doit se faire par l'embauche de salariés sous statut CDI qui ont une expérience nécessaire validée par des essais professionnels.

Le bilan social, outil contributif au dialogue social interne, permet de repérer les problèmes et dysfonctionnements pour y remédier et anticiper une politique de gestion des ressources humaines. A quoi sert-il de faire l'analyse du bilan social 2022 alors que nous sommes en novembre 2023 ?

Pour toutes ces raisons, la délégation FO émet un avis négatif sur le bilan Social 2022.

11. Retour du DC de Strasbourg suite à la visite du 30 novembre 2021 et point sur le désenfumage du site de Reims (visite novembre 2022).

Centre	Page concernée	Libellé ANOMALIE	Action interne	Action externe	Prestataire	Date de réalisation prévue	Montant	Commentaires
Strasbourg	Page 1	Interdiction de stationner à l'entrée du centre le long des massifs de rosiers	X			Fait		
Strasbourg	Page 1	Balcon du bâtiment 1			X	Fait	25 K€	Pilotée par la DIA. Reste à faire : résine sur le dessus du balcon
Strasbourg	Page 2	Eclairage du centre		X	X	2024/25/26	1 M€	Projet de rénovation réseau électrique global centre : 1M€ piloté DIA
Strasbourg	Page 3	Robinetts thermostatiques bâtiment 24	X			En cours	6 K€	Remplacement ou mise en place de robinets thermostatiques par le groupe ITS de Fabrice Philibert. Robinet fournis gracieusement dans le cadre du programme gouvernemental visant les pollueurs payeurs
Strasbourg	Page 4	Mousses sur les toitures des bâtiments		X		Fait	30 K€	Mise en place d'un MAPA spécifique Strasbourg : actions préventives et curatives selon une planification pluriannuelle par la société VOLTIGE
Strasbourg	Page 4	Descente d'eau pluviale		X		Fait		Idem que ligne précédente
Strasbourg	Page 4	Regards en mauvais état	X			Fin 2024		Installation de nouvelles plaques métalliques à réaliser par le service entretien
Strasbourg	Page 5	Entretien et balcons sur lesquels pousse de la mousse. Nécessité d'un contrat	X		X	Fait		MAPA en cours avec Voltige
Strasbourg	Page 6	Plaques amiantées derrière le bât 14			X	Fait		Evacuées par la société en charge de la réfection du balcon
Strasbourg	Page 6	Problème de ventilation haute et basse en formation "froid"	X			1er trim 2024		Etude et action à mener pour mettre en place une ventilation naturelle haute et basse
Strasbourg	Page 6	Chauffage au bât "froid"			X	Fait		
Strasbourg	Page 7	Accueil des pompiers	X			Fait		Mise en place clef pompiers 3 pans comme à Colmar suivant préconisation du CSCT
Strasbourg	Page 7	Détériorations sur le SSI			X	Fait		SSI réparé
Strasbourg	Page 7	Etat des douches à l'hébergement	X			En cours	22 K€	Production immobilisée en cours sur les 17 douches de l'hébergement (2/4 réalisées en 2023)
Strasbourg	Page 8	De nombreuses fenêtres en simple vitrage	X			Projet 2024		Le centre de Strasbourg est pressenti pour être un démonstrateur de l'écornévation. Le changement des simples en doubles vitrage rentre dans le cadre de ce projet.
Strasbourg	Page 8	Affichage obligatoire n'est pas à jour	X			Fait		Mise à jour effectuée
Strasbourg	Page 9	Système de désenfumage n'est plus opérationnel			X	Fait		Système remis en état par le prestataire
Strasbourg	Page 9	Protocole sanitaire non respecté au restaurant pendant la crise sanitaire	X			Fait		Action corrective mise en place à l'époque. Protocole devenu caduque depuis
Strasbourg	Page 10	Avancement du DU	X			Fait		Présenté en temps et heure aux RP. Prévision 2023 : présentation RP le 24/11/2023

Concernant le site de Reims, le secrétaire de la CSSCT E explique que le fusible thermique a été mis en place.

12. PV CSSCT du 19 octobre 2023 et Bilan de fin mandat CSSCT.

Le PV de la CSSCT E du 19 octobre est approuvé.

Bilan de fin de mandat



Le Secrétaire (Jean-Pierre MENGEL) donne lecture du bilan de fin de mandat.

« À l'issue de quatre années de mandat, j'ai souhaité faire un bilan de l'activité de la Commission Sécurité Santé et Conditions de Travail au sein de la région Grand Est.

L'année 2020 fut principalement marquée par la pandémie liée au Covid. Cette année est également marquée par la création de l'AFPA Grand Est, où trois régions ont été regroupées pour n'en former plus qu'une, avec des disparités liées à notre histoire. En février 2020, les représentants de proximité sont élus et le 9 mars, le centre de Mulhouse, puis le 16 mars, l'ensemble des centres sont confinés ainsi que toute la population. Cela fut également l'occasion de se rendre compte que les documents uniques n'étaient pas une pratique courante, voire inexistante, et qu'il était nécessaire de mettre en place une véritable politique de prévention des risques professionnels.

Le centre de Mulhouse fut également l'objet d'une expertise pour RPS importants, réalisée par le cabinet Psya, puis par le cabinet Stimulus.

L'année 2021 marque la prise en compte de nos demandes pour la réalisation des premiers documents uniques, avec le soutien de l'inspection du travail, qui, lors de la réunion de la CSSCT E de mars, a demandé à la Direction Régionale de respecter ses obligations réglementaires en termes de prévention. Les premiers DU sont fournis en décembre.

Cette même année, commencent les inspections de la commission sur l'ensemble des sites du Grand Est.

Un gros travail de la Commission a également été réalisé sur le site de Reims à la suite de nombreuses alertes RPS, d'une alerte de la médecine du travail et de très nombreux arrêts de travail. C'est en cette fin d'année 2021 que débute la réflexion sur la mise en place opérationnelle des collectifs métier.

En 2022, nous avons pu rendre un avis sur les premiers DU, qui fut négatif, car aucun risque psychosocial n'avait été pris en compte, le télétravail absent de l'évaluation, etc. La réalisation de ces premiers DU a enfin permis la production des PAPRIACT pour l'année 2023.

Les premiers contacts se mettent en place avec le cabinet Syndex pour nous accompagner sur nos rendus d'avis et pour des formations à destination des RP.

Le travail concernant les collectifs métiers se précise et l'ARACT nous assiste pour former les psychologues du travail qui animeront les collectifs métiers.

En janvier 2023, une première phase expérimentale des collectifs métiers a débuté à Reims. Un retour d'expérience, suite à cette expérimentation, est fait et des outils de suivi des actions sont élaborés par les participants. Les collectifs métiers se développent encore doucement pour permettre la montée en compétences des psychologues animateurs.

Une enquête est réalisée auprès de la ligne développement et des chargés de recrutement et d'accompagnement. Cette enquête fait suite aux chiffres inquiétants liés à l'absentéisme, aux démissions et aux alertes RPS dans ces services. L'enquête permettra la réalisation d'un diagnostic et de propositions d'actions à destination de la Direction Régionale. Celle-ci activera les collectifs métiers pour entendre les salariés et recueillir leurs propositions dans le cadre de l'accord national QT RPS de novembre 2019. À ce jour, le travail est toujours en cours au sein des collectifs métiers concernant ces services.

Nous avons également mis en place des formations à destination des représentants de proximité et des RGS sur la réalisation des enquêtes suite à des accidents du travail. Formation en commun très appréciée des participants.

Nous avons rendu un avis sur les PAPRIACT 2023, avec 7 propositions afin de faciliter le travail de chacun, de donner du temps aux participants à l'élaboration des documents que sont les EVRP et le PAPRIACT, d'avoir un regard régional sur les actions de prévention et de les prioriser par des thématiques annuelles.

En cette fin d'année débute également un diagnostic RPS sur le site de Colmar, suite à la demande de la Carsat, diagnostic réalisé par un cabinet externe.

Je mesure également le temps nécessaire pour l'accompagnement individuel, la mise en place des formations, les réponses techniques à apporter aux différents intervenants, la réalisation des documents suite aux

inspections, les rendus d'avis et j'en passe... La prévention primaire des RPS, notamment, passe par un temps long d'écoute des salariés, afin d'éviter de rentrer dans de la prévention secondaire, voire tertiaire, ce qui est parfois inévitable. La bienveillance, c'est du temps passé à l'écoute les salariés.

Enfin, je remercie les membres de la Commission Sécurité Santé et Condition de Travail pour leur soutien et leur travail pendant ces quatre années riches en événements et en rebondissements. Je remercie également Madame MOUQUE pour le travail énorme à l'échelle de notre très grande région, qu'elle réalise trop souvent dans l'ombre.

Je souhaite que les travaux, les propositions, que nous avons faits pour les années qui arrivent voient le jour avec pour unique but, l'amélioration des conditions de travail, dans une société, au sens large, bien malmenée.

»

La Présidente remercie à son tour les membres de la Commission pour l'accueil qu'ils lui ont réservé depuis son arrivée à la DR du Grand Est. Elle estime que nombre de sujets ont pu être partagés durant cette première année. Elle espère qu'il en ira de même par la suite.

Un élu demande à la Direction si elle a prévu de réaliser des entretiens de fin de mandat.

Le service Ressources Humaines lui répond que ceux-ci sont réservés aux élus ayant participé à un entretien de prise de mandat.

13. Présentation de la maquette du rapport annuel des actions réalisées dans le cadre des PAPRIACT 2023 (St-Avold ou Yutz).

Julien Millotte : Du Document Unique, il en émane le PAPRIACT et le document présenté est un extrait basé sur une partie du PAPRIACT afin d'élaborer le bilan annuel sécurité santé et conditions de travail.

Le rapport annuel renvoie au bilan santé de l'entreprise avec un paragraphe qui impose de faire un bilan des actions de prévention. J'ai proposé à la CSSCT de faire une présentation au CSEE.

Le tableau est validé par le CSEE.

Extrait du document :

Mise en œuvre du programme de prévention des risques de l'année écoulée										
Code de l'action	Catégorie du D.U. (liste déroulante)	RISQUES IDENTIFIÉS (RI) DANS LE D.U.			PLAN D'ACTION		BILAN DE L'ACTION			
		Unité de travail	Risque Net (liste déroulante)	Description de la situation pouvant amener un risque qui a été décrite dans le D.U.	Décrire l'action prévue	Priorisation de l'action	Etat de l'action	Date de clôture de l'action	Coût réel de l'action	Commentaires sur l'action soldée ou argumentaires sur la non réalisation de l'action
1	Management de la sécurité	901	Insatisfaisant	Chaque mois, l'équipe de direction formalise en réunion les actions HSSE de l'établissement.	Point sur les actions HSSE à chaque réunion mensuelle EDD + complétude des RNI	IMMEDIATE	TERMINEE			Abordé en reunion de direction mensuellement
2	Management de la sécurité	901	Insatisfaisant	Chaque mois, les managers déclinent avec leurs équipes les actions HSSE de l'établissement dans leur champ de responsabilité.	Points sur les actions HSSE entre RF/RAP et formateur, entre DC et AD et entre RGS et AF	IMMEDIATE	TERMINEE			Abordé en reunion d'équipe programmées par les managers
3	Management de la sécurité	901	Insatisfaisant	A leur arrivée, l'information des sous-traitants de formation (intérimaires, auto-entrepreneurs, vacataires, ...) est formalisée par la remise de la consigne sécurité activité de l'unité de travail.	Présentation de la fiche RPA aux nouveaux intervenants sur le site	IMMEDIATE	TERMINEE			
4	Risques Généraux	901	Insatisfaisant	Des installations sanitaires adaptées sont prévues pour les personnes en situation d'handicap.	travaux prévus par la DIA	ELOIGNEE	NON COMMENCEE			Projet DIA a venir
5	Risques Généraux	901	Insatisfaisant	Un plan de circulation est mis en œuvre.	Mise en place d'un plan de circulation suite aux travaux de remise en état d'un portail automatique permettant de fluidifier et de sécuriser le trafic routier dans	PROCHE	EN ETUDE			
6	Risques Généraux	901	Insatisfaisant	Un exercice d'évacuation est réalisé au moins une fois par an au sein des bâtiments d'hébergement.	Réalisation d'un exercice d'évacuation dans les hébergements du centre.	ELOIGNEE	EN COURS			: formation à la manipulation des extincteurs pour le personnel a été réalisée fin 2022
7	Risques Généraux	901	Insatisfaisant	Une procédure de mise en sécurité des personnes en situation d'handicap est formalisée.	Procédure de mise en sureté des personnes en situation d'handicap	IMMEDIATE	EN COURS	NON CLOTURABLE : CONTINUE		Une sensibilisation de l'ensemble des personnes aux consignes d'évacuation du site a été réalisée, elle est réalisée à chaque entrée en formation et consignée dans le registre de sécurité
8	Risques Généraux	901	Insatisfaisant	Une procédure de mise en sécurité des personnes est opérationnelle.	Mise ne place de la procédure PPMS avec informations aux personnes	PROCHE	TERMINEE	01/06/2023		La procédure de mise en sécurité est rédigée, les Locaux de mise en sécurité et l'emplacement des systèmes d'alertes

Pour Force Ouvrière

Nous suggérons de ne pas créer une usine à gaz. En se basant sur le **PAPRI Pact** *, nous pouvons garder les colonnes dont nous avons besoin pour le bilan annuel.

En plus de ce tableau nous devrions travailler sur 4 autres points :

LE BILAN DU RAPPORT ANNUEL HSCT CONTIENT LES INFORMATIONS ATTENDUES ET PERMET DE COMPRENDRE LES ÉVOLUTIONS DES INDICATEURS DE SINISTRALITÉ

Il doit contenir des chiffres et informations sur :

- 1- Les accidents du travail
- 2- Les maladies professionnelles
- 3 - Sur l'organisation et le contenu du travail susceptibles d'avoir un effet sur la santé et la sécurité (travail de nuit, etc.)
- 4 - Les événements importants qui ont un effet sur la politique de prévention (accidents graves, observations du médecin du travail, danger grave et imminent, etc.)
- 5 - La mise en œuvre du programme de prévention des risques de l'année écoulée.

LE RAPPORT ANNUEL DE LA SANTÉ, SÉCURITÉ ET CONDITIONS DE TRAVAIL (RAPPORT SSCT)

- ▶ Le CSE est consulté sur le rapport SSCT dans le cadre de la consultation sur la politique sociale.
- ▶ Le contenu du rapport est défini par arrêté (12 décembre 1985)
- ▶ Le contenu réglementaire de ce rapport est riche*, le rapport doit contenir notamment des chiffres et informations sur :
 1. les accidents du travail
 2. les maladies professionnelles
 3. l'organisation et le contenu du travail
 4. les événements importants qui ont un effet sur la politique de prévention (accidents graves, observations du médecin du travail, danger grave et imminent, etc.)
 5. la mise en œuvre du programme de prévention des risques de l'année écoulée.

*Lien sur l'arrêté du 12 décembre 1985
<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=LEGITEXT000006072602&>

En début d'année 2024, la direction devra présenter aux élus le rapport annuel complété des 5 points réglementaires.

* Le **PAPRI Pact** (Programme Annuel de Prévention des Risques Professionnels et d'Amélioration des Conditions de Travail) est un document obligatoire dans lequel on définit, sur une ou plusieurs années, les actions de prévention nécessaires à réaliser qui doivent agir sur les risques professionnels identifiés.

14. Compte rendu ASC du 21 septembre et bilan fin de mandat ASC.

Le CSE central reversera une partie de leur reliquat.

**15. Présentation du rapport financier de fin de mandat par le Trésorier.**

Présentation du trésorier

**16. Présentation bilan de fin mandat du CSE par le secrétaire.****17. Désignation des personnes en charge de la transition avec la future instance.**

Trésorier, trésorier adjoint et le secrétaire du CSEE.

18. Budget QT / RPS, niveau et nature des dépenses par centre à fin 2023.

Budget QT / RPS 2023											Total / centre	Maxi	
Centre	achat	prix	achat	prix	achat	prix	achat	prix	achat	prix			
Strasbourg	Broyeur grains de café	522	Theière	110	Osmoseur	356	Doudounes	2177				3 165,29	5000
Metz	Equipement salle de convivialité :Tables, chauffeuses, mange debout, meuble	4500	Mugs pour tous les salariés et tasses pour la salle de convivialité	1000							5 500,00	5000	
Thionville-Yutz	Massage assis	1050	8 Souris ergo	345	4 Fauteuils	1831	Escape game	800	Yoga du rire	500	4 528,00	2000	
St Dizier	Souris ergo	319	Repose pieds	31	Sièges ergo	2901	bouteilles	604			3 854,05	2000	
Troyes	Bouteille thermos à double paroi 500 ml	643	Bouteille thermos à double paroi 500 ml	643	Machine à café à grain	en attente					1 286,00	2000	
Verdun	Fontaines à eau	206	Sièges et accoudoirs ergonomiques	2071							2 278,88	2000	
Charleville	pupitre	523	Doudounes	1642	gourdes	85					2 250,00	2000	
Rethel	pupitre	261	Doudounes	634	gourdes	220					1 115,00	2000	
Reims	Table pique-nique pour compléter les achats 2022	300	Travaux de réfection salle de pause bât A1	800	fontaine à eau	3000	Gourdes	400			4 500,00	5000	
Direction Régionale	fauteuil massant	1966	Massage assis	1750	Yoga du rire	750	souris Ergo	533			4 999,00	5000	
Golbey	Fontaines	575	Doudounes	3280	Bulbes	480	Gourdes	720			5 055,00	5000	
Remiremont Saint Dié	Fontaines	900	Tables ext	2022							2 922,00	2000	
Mulhouse	Cloisonnement salle de pause	devis en cours	micro ondes salle de pause	en cours							???	5000	
Nancy	Matériel informatique (sac à dos, réhausseur, souris)	2445	Matériel bureautique (repose-pieds, chevalet conférence, repose poignée, tapis souris gel)	331	Sièges ergo centre Laxou + DR	6136,42					8 912,42	5000	
Colmar	x4 Siège ergonomique x2 Siège de travail accoudoir ergo	1513,02	Lampe haute LED x 12	721,32	Matériel indormatique: support PC portable x5 Souris ergonomique	486,1	repose pied à bosse x5	42,6	Support dorsal maille	325,35	3 088,39	5000	
Pompey	Abri vélo	1075,48									1 075,48	2000	
St Avold	Plantes vertes	669,39	Massages assis	1050	fauteuil massant	1966	50 gourdes	378	soirée bowling + pizza	500,4	4 563,79	5000	
											59 089,30	61 000,00	

Pour Force Ouvrière

Nous sommes étonnés que le budget QT RPS initialement prévu d'être alloué par le national le soit sur les budgets des centres.

Nous souhaitons savoir si la procédure a bien été respecté, notamment la nature des actions et le passage par la DRH pour arbitrage ?

DRH : Tant que les procédures sont respectées, même si ça dépasse un peu, je ne vois pas de soucis.

DR : Un suivi et une vigilance doivent être de mise.

FO : En effet, il reste quelques actions qui nous semblent encore hors-sujet !

19. Suivi des engagements de la direction.

Lettre de mission, le travail est en cours.

20. Divers.

Les mandats CSEE, RP et DSR courent jusqu'à la fin des élections soit le 4 décembre 2023.

CONTACTS F.O.			
Départements	Représentants FO	Mandats	Contacts
67 68	Jean Pierre MENGEL	Délégué Syndical Régional Elu au CSEe Elu au CSEc Secrétaire de la CSSCTe	jean-pierre.mengel@afpa.fr 06 86 52 06 05
	Pascale CODIROSSO	Elue au CSEe Présidente des ASC	pascale.codiroso@afpa.fr 03 89 21 54 08
	Claire JEANNIN	Elue au CSEe	claire.jeannin@afpa.fr 06 74 33 03 57
	Nicolas BIHLER	Délégué Syndical Régional	nicolas.bihler@afpa.fr 06 11 39 70 41
	Catherine LETELLIER	Elue suppléante au CSEe	catherine.letellier@afpa.fr 07 60 24 59 93
54 55 57 88	Guy DI-MARCO	Délégué Syndical Régional Elu au CSEe	guy.di-marco@afpa.fr 03 87 31 73 54
	Jean Jacques FREUDENREICH	Elu suppléant au CSEe	jean-jacques.freudenreich@afpa.fr 06 47 69 42 72
08 10 51 52	Abdelhakim ABOULOUKOUL	Délégué Syndical Régional Représentant Syndical au CSEe	abdelhakim.abouloukoul@afpa.fr 06 21 95 73 22

FO c'est quoi ?

FO est un syndicat qui puise son origine dans la première Confédération interprofessionnelle, créée à Limoges en 1895, qui se nommait : Confédération Générale du Travail. Cette "CGT", à l'époque, avait pour seul objet, la défense des intérêts des salariés. Par la suite, ce syndicat a subi l'influence politique des communistes, qui provoqua plusieurs scissions. Tous ceux qui étaient attachés à l'indépendance syndicale condamnèrent et refusèrent la politisation de la CGT et sa soumission au Parti Communiste Français. C'est alors, par conviction, qu'ils créèrent (avril 1948) la Confédération Générale du Travail.

FORCE OUVRIERE (CGTFO).

Mais pourquoi avoir conservé le sigle CGT ?

Bien sûr, par fidélité à l'idéal de liberté et d'indépendance syndicale, qui était à l'origine de la création du mouvement syndical interprofessionnel, mais aussi pour garder ses racines et continuer le véritable syndicalisme indépendant. Aujourd'hui **FO** - historiquement et juridiquement la CGTFO - est le seul syndicat français libre et indépendant à l'égard du patronat, des gouvernements, des partis politiques et, de façon générale, de toute influence extérieure au syndicat.

C'est sa force, c'est votre force.

FO-Cadres est un lieu de réflexion et d'échange en développant un mode de efficace et permanent de l'organisation syndicale avec les mondes étudiant, universitaire, scientifique et technique.

